

## **Urgent : refondation des Nations Unies**

Federico Mayor Zaragoza,  
Président de la Fundación Cultura de Paz  
Janvier 2009

À la fin de la Première Guerre mondiale, le Président des États Unis Woodrow Wilson, décida, au mois de décembre 1918, que l'horreur de la guerre qui venait de s'achever ne devrait plus se reproduire, et il établit, dans la Convention pour la « paix permanente », la Société des Nations pour « un nouvel ordre fondé sur le règne de la loi basée sur le consentement des gouvernés et soutenue par l'opinion organisée de l'humanité ».

Malheureusement, en raison de la pression des producteurs d'armement, c'est l'adage séculaire qui établit que « si vous voulez la paix préparez la guerre » qui a prévalu.

Puis arriva la Deuxième Guerre mondiale, à la fin de laquelle le Président Franklin D. Roosevelt a conçu un système multilatéral, les Nations Unies, fondées à San Francisco en 1945. Le système des Nations Unies comprend, pour seconder les activités propres à l'ONU, relatives à la sécurité internationale, des organisations spécialisées dans le travail (OIT), la santé (OMS), l'alimentation (FAO), l'éducation, la science et la culture (UNESCO)...

conjointement à des programmes et des fonds relatifs au développement (PNUD), à l'enfance (UNICEF), etc.

Mais les États plus prospères et plus forts commencèrent bien vite à se méfier du système de coopération et de coordination internationale, et remplacèrent les aides au développement par des prêts, ils laissèrent progressivement de côté les diverses institutions du Système des Nations Unies et, ce qui est beaucoup plus grave, il remplacèrent les valeurs qui devaient guider la gouvernance internationale (les « principes démocratiques » si bien établis dans la Constitution de l'UNESCO et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme) par les lois du marché. Et les plus riches se sont associés en groupes (G7, G8) en remplaçant la démocratie que représente le multilatéralisme par une ploutocratie, convertissant le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (« pour la reconstruction et le développement » !) en instruments de leurs politiques économiques et en établissant l'Organisation internationale du commerce (OIC), dans les années quatre-vingt dix, directement en dehors du cadre du Système des Nations Unies.

À la fin de la Guerre Froide tout le monde attendait une profonde réforme des Nations Unies pour la démocratisation des relations internationales, et les « dividendes de la paix » pour réduire les asymétries sociales et favoriser, enfin, le développement endogène des pays les plus nécessiteux. Il n'en fut pas ainsi, et depuis le début de la décennie des années quatre-vingt dix, la prédominance des pays les plus riches a imposé la « globalisation » avec la création et l'augmentation de grands consortiums multinationaux d'entreprises, en limitant le pouvoir – et même les responsabilités ! –

des États, avec des déchirures considérables dans le tissu social, en encourageant l'apparition de bouillons de culture de frustration, de radicalisation et d'animosité, qui ont fréquemment conduit à l'emploi de la violence et à de grands flux d'émigrants désespérés. Comme cela était prévisible, ils ont entraîné le monde dans une situation de crise profonde dans laquelle le multilatéralisme apparaît comme le seul appui pour redresser les tendances actuelles.

Par conséquent, une réunion extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, est urgente, pour établir les principaux critères qui pourraient conduire à sa rénovation en profondeur, en lui conférant l'autorité morale et politique qui sont indispensables pour affronter les grands défis de notre époque et la capacité de disposer des ressources personnelles, financières, techniques et, le cas échéant, militaires, pour l'exercice de ses fonctions à l'échelle mondiale. En fonctionnant de façon bien coordonnée, l'ensemble du système des Nations Unies permettrait la prévention des conflits; la résolution pacifique de ceux-ci, lorsqu'ils surgiraient; l'établissement, le maintien et la consolidation de la paix; le désarmement; affronter ensemble le terrorisme international et la délinquance transnationale; ... en même temps qu'elle s'emploierait à résoudre, en conséquence du dialogue et de l'accord à l'échelle mondiale, les grandes questions dont la qualité de vie de tous les habitants de la terre dépend, dans son ensemble.

« Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre ». C'est ainsi que débute la Charte des Nations Unies. Cette formulation, bien interprétée, n'a besoin d'aucune modification. La représentation, ne devrait pas

continuer à être uniquement des États – contrairement à ce qu'établit la Charte – mais il serait indispensable qu'il existe, avec ceux-ci, des représentations de la société civile (organisations non gouvernementales, intergouvernementales, institutions régionales, associations de villes, d'entreprises, etc.).

Dans cette ONU refondée, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale rempliraient, avec l'Organisation mondiale du commerce – qui serait déjà une institution propre au système – leurs fonctions d'origine, pour essayer d'obtenir le développement global qui pourrait, en peu d'années, améliorer substantiellement le panorama à l'échelle planétaire. Le Conseil de sécurité, en tant qu'émanation directe de l'Assemblée générale, se composerait de représentants permanents et d'une proportionnalité d'influence dans l'adoption des décisions, mais sans droit de veto, pour aborder les différents thèmes principaux : sécurité humaine, avec la mission fondamentale « d'éviter la guerre » ; sécurité économique et sociale, proposée il y a longtemps par Jacques Delors, avec la revitalisation de l'ECOSOC, qui pendant des années a traité exclusivement des sujets économiques en accordant très peu d'espace au social ; et à la sécurité environnementale.

C'est uniquement de cette manière qu'il sera possible, d'éliminer rapidement (en conduisant les contrevenants devant les tribunaux) les trafics de toute sorte (d'armes, de drogues, de capitaux, de personnes !), en procédant à la fermeture immédiate des paradis fiscaux, action qui peut seulement être menée à terme avec l'appui de Nations Unies dotées de l'autorité et des moyens appropriés. « Il n'y avait pas de moyens » pour le fonds contre le Sida ni pour

l'éradication de la faim et de la pauvreté et, soudain, des centaines de milliards pour « sauver » ceux (personnes et institutions) qui ont conduit le monde à la situation très difficile que nous traversons. Il convient à présent de « sauver » les gens, en commençant par éradiquer la pauvreté par un grand Plan de développement global. L'action coordonnée des Nations Unies permettrait également la disponibilité des ressources personnelles, techniques et humanitaires adaptées pour aider au cours des catastrophes naturelles ou produites par l'homme (à cet égard l'existence des "casques rouges" a été proposée pour se déplacer rapidement dans les lieux où leur présence serait le plus nécessaire).

Le dénommé « droit d'ingérence », y compris lorsque l'on parle « d'humanitaire », n'exprime pas précisément ce qui doit être considéré comme un devoir de la Communauté internationale : éviter le génocide, la souffrance interminable, l'humiliation, la torture... En 1996, nous avons proposé, un groupe de travail de l'UNESCO qui incluait Bernard Kouchner et Karel Vasak, que les casques bleus « s'interposent » dans deux situations : violation des droits humains massive et irréfutable (cas du Cambodge et du Rwanda) et inexistence de représentation de l'État (comme en Somalie, le pouvoir étant fragmenté parmi les « seigneurs de la guerre »). Les Nations Unies ne peuvent pas permettre, à l'avenir, des scandales de cette nature, qui affectent gravement la conscience collective.

Il faut refonder des Nations Unies qui permettront, comme cela a été établi en 1945, de tenir compte des générations futures. Avoir très présents à l'esprit – face à ceux qui essaient de les sous-estimer

voire même de les dénigrer – les mouvements de jeunes de 1968 et ceux de l'année 2008 en Grèce. Ce ne sont pas des conflits universitaires mais sociaux.

« Nous, les peuples... » au lieu de « préparer la guerre » nous allons construire la paix quotidiennement par notre comportement, avec la pleine implication de la société civile qui réclame, d'urgence, des garanties de règles démocratiques et efficaces à échelle globale.

En nommant madame Susan Rice comme Ambassadrice devant les Nations Unies, directement sous son autorité, le Président Obama a clairement voulu indiquer sa détermination de favoriser le multilatéralisme comme une partie remarquable du « nouveau jour qui se lève » selon ses propres mots, du peuple nord-américain et du monde entier. Ensemble nous le pouvons !